

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

44, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-62

Abonnements : Paris 1 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Les "Bourreurs de Crânes" ET LA CENSURE

M. LAUCHE. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

Ce n'est pas aux lecteurs du Bonnet Rouge qu'il est besoin de révéler la stupidité des censeurs. Ils la connaissent. Hier encore, un de ces malfaisants anonymes a pu mutiler les vers superbes de M. Bannier et l'écarter, en vertu d'un pouvoir qu'il ne tient que de l'incohérence de notre administration politique, la suppression du titre d'un dessin d'art, qui a pu paraître sur la couverture d'une revue en vente chez tous les libraires.

Or, à l'heure même où ce censeur manifestait ainsi l'incompréhension totale qu'il a de son rôle, de ses devoirs et des nécessités du bon renom de la France dans le monde, la Censure était sur la sellette au Palais-Bourbon.

A propos de la saisie d'un journal du soir, qui, par extraordinaire, n'est pas le nôtre, M. Jean Bon, avec l'esprit caustique qu'on lui connaît, a dit leur fait aux censeurs et ceux qui ont spirituellement nommé « Les Bourreurs de Crânes ».

Ce n'est pas, à la Chambre, qu'un incident. Il n'est pourtant pas sans intérêt d'en lire le compte rendu exact. Le voici, un peu pour nos censeurs et beaucoup pour qu'on sache qu'il existe ailleurs que dans les bureaux des parlementaires assez audacieux pour dénoncer les méfaits et le danger de la Censure.

M. Jean Bon. — Messieurs, hier soir, un journal du soir, que je ne désigne pas autrement, a été saisi. Soit que la police ait mal compris les instructions, soit que les instructions lui soient parvenues trop tard, soit qu'elle ait agi comme à son ordinaire, c'est-à-dire le plus sottement possible, tous les Parisiens avaient en mains l'exemplaire de la feuille et la police n'a pu recueillir que deux ou trois numéros dans les quelques kiosques qui n'avaient pas liquidé leur approvisionnement.

Qu'y avait-il dans cette feuille qui semblait suspect ou dangereux au gouvernement — car, lorsque les sbires de la police vont dans les kiosques, c'est évidemment que le gouvernement leur en a donné l'ordre ?

Et pour partager les angoisses du gouvernement, nous avons lu, nous nous sommes frottés les yeux, et nous avons enfin découvert un article sur un sujet que vous pouvez supposer : il traitait d'une élection que vous avez présente à la mémoire. Sur ce sujet d'actualité, un rédacteur avait commis un article regrettable.

Il n'y a pas d'ailleurs que cette feuille et ce rédacteur qui aient là-dessus écrit des sottises ; dans une feuille très grave et sur le même sujet s'élevait un blanc accusateur qui soulignait l'a-propos des beaux raisonnements déclamatoires que nous avons vus s'élever dans tous les autres journaux le matin même.

C'est une douce satisfaction pour nous de prouver que ces messieurs — qui, du fond de leur bureau de rédaction, font la leçon à l'Europe — qui, eux, nous les compétents, froids, froids, nous, vulgaires, vulgaires... — pourraient venir dans cette assemblée apprendre qu'on y sait garder un peu plus la mesure que ne font nos donneurs d'avis.

Et bien, le gouvernement, hier, a saisi. En avait-il le droit ?

Et pourquoi ce rédacteur et intempérant avait-il parlé, et de cette façon ? Pourquoi ce bourreur de crânes diplomatiques avait-il pensé qu'il était encore nécessaire de travailler encore cette fois sur les crânes bourrés et bien bourrés du public ?

C'est que cette feuille est un journal officieux, quasi-officiel, monsieur le vice-président.

M. le garde des sceaux. — Je n'en sais rien.

M. Jean Bon. — Et sur quoi le rédacteur avait-il écrit son article ? Sur une nouvelle, qui à l'heure de son élection ne pouvait être qu'une nouvelle non confirmée, c'est-à-dire une fausse nouvelle. Oh ! combien je voudrais voir le directeur de la censure lui, à son banc.

M. le président. — Je vois que vous charmez la Chambre, monsieur Jean Bon, suivant votre habitude, de vos discours, mais...

M. Charles Bernard. — On ne peut pas parler de la censure ?

M. le président. — Mais je suis obligé de faire respecter le règlement.

M. Jean Bon. — Je passe... Et, cependant, je suis dans mon sujet ; je voulais, par ma question orale, montrer pourquoi il fallait, aujourd'hui même, marquer le coup, pourquoi il nous faut aujourd'hui une petite protestation, dans la Chambre française, contre ces fautes qui, par ces sottises, sont nos pires ennemis près de l'étranger. (Applaudissements.)

frappée ; elle n'avait pas seule dit des sottises dans cette question et, maintenant, grâce à la presse, nous sommes ridicules aux yeux du monde. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et divers bancs à gauche.) Nous avons affirmé des préférences peu convenables et en termes quelquefois indéfinissables.

J'aurais voulu que le ministre protestât ici-même contre cette presse, qui est officieuse, n'est-ce pas, et qu'il dit : « Non, malgré tout ce qu'on dit et toutes les apparences ce n'est pas moi qui signe ces articles. »

Car, monsieur le ministre de la justice, il semble bien que ce soit vous qui commettiez ces sottises.

Vous êtes solidaires, messieurs du ministère. M. le garde des sceaux. — Le gouvernement n'est pas solidaire d'aucun journal, si ce n'est du Journal Officiel.

M. Raffin-Dugens. — Si, par la censure !

M. Jean Bon. — On vous le dit, par la censure, vous êtes solidaires, vous êtes solidaires des journaux que vous censurez. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. le garde des sceaux. — Le gouvernement n'est pas solidaire d'aucun journal, si ce n'est du Journal Officiel.

M. Raffin-Dugens. — Si, par la censure !

M. Jean Bon. — On vous le dit, par la censure, vous êtes solidaires, vous êtes solidaires des journaux que vous censurez. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. le garde des sceaux. — Le gouvernement n'est pas solidaire d'aucun journal, si ce n'est du Journal Officiel.

M. Raffin-Dugens. — Si, par la censure !

M. Jean Bon. — On vous le dit, par la censure, vous êtes solidaires, vous êtes solidaires des journaux que vous censurez. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. Lauche. — Vos censeurs ne sont pas défendables.

M. Jean Bon. — Si vous vous borniez à censurer les nouvelles, vous ne laisseriez passer, je pense, que les nouvelles dont vous êtes assurés ; leurs commentaires ne seraient pas votés. Mais vous censurez aussi les commentaires que vous laissez passer. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

M. le garde des sceaux. — Le gouvernement n'est pas solidaire d'aucun journal, si ce n'est du Journal Officiel.

M. Raffin-Dugens. — Si, par la censure !

M. Jean Bon. — On vous le dit, par la censure, vous êtes solidaires, vous êtes solidaires des journaux que vous censurez. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche.)

LES MYSTÈRES DE NEW-YORK M. WILSON EST-IL ELU ?

New-York, 10 novembre. M. Wilson est élu président des États-Unis (Havas).

Un télégramme de M. Tumulty, secrétaire de M. Wilson, annonce formellement la réélection de l'ancien Président (Agence Radio).

...Mais on télégraphie de New-York, à 2 h. 45, qu'il faut encore faire un pointage

New-York, 10 novembre, 2 h. 45. — D'après les journaux, il paraît certain que M. Wilson est élu mais plusieurs jours pourront se passer avant que le pointage officiel ne soit terminé.

Le quartier général républicain cède la définitivité d'une urne électorale, deux mille voix ont été transférées de M. Hughes à M. Wilson à Los Angeles, donnant à M. Wilson l'avantage par 345 voix en Californie.

Le journal « The Traveler », de Boston, qui appelle la candidature de M. Hughes, admet l'élection de M. Wilson. — (Havas.)

Londres, 10 novembre. — Le correspondant des DAILY NEWS à New-York croit que le résultat final sera celui-ci : Wilson..... 299 voix Hughes..... 262

C'EST LA FAUTE AU MINNESOTA... New-York, 10 novembre. — Le retraitement qui s'est produit hier dans les chiffres de l'élection présidentielle persiste aujourd'hui. Cependant, M. Wilson n'arrive en tête qu'avec une majorité de 4 ou 5 voix puisqu'on lui attribue 351 suffrages contre 247 à M. Hughes. Mais ces chiffres sont encore appelés à varier, 33 votants ne sont pas encore recensés.

D'ailleurs, dans les États douteux, on attribue tout à la majorité à l'un ou l'autre des candidats. C'est ainsi qu'hier, on annonçait que dans l'État du Minnesota, M. Wilson avait une majorité de 10.000 voix qu'il devait au vote des syndicats ouvriers. Or, cette nouvelle se trouve aujourd'hui infirmée. C'est M. Hughes qui vient en tête. On lui a attribué dans le Minnesota 800 voix de plus qu'à son concurrent, puis 500. A la dernière heure, cette majorité serait à nouveau réduite.

...A MOINS QUE CE NE SOIT LE NOUVEAU MEXIQUE Londres, jeudi. — D'après M. James Kery, directeur du Herald de Chicago, l'élection présidentielle ne se décidera qu'une fois très faible majorité. S'il est vrai que ce soit le Nouveau-Mexique qui doive apporter le vote décisif, je crois qu'il fera pencher la balance en faveur de M. Hughes. Quoi qu'il en soit, la lutte est encore indécise, malgré les dires des républicains. — (New-York Herald.)

NON, C'EST LA CALIFORNIE... Londres, 10 novembre. — De New-York au Daily Chronicle : « Le vote de la Californie sera décisif. Il est difficile de faire des pronostics, mais les chiffres actuellement connus de cet État rendent le succès de M. Wilson presque certain. »

L'Élu Wilson, fils d'un pasteur, naquit à Staunton (Virginie) en 1856. En 1912, il fut choisi comme président par la Convention Démocratique des États-Unis le 5 novembre par 435 voix contre 88 à Roosevelt et 8 à Taft.

Wilson a travaillé surtout pendant son administration, à assurer aux États-Unis, avec la paix, la prospérité matérielle tout en traçant pour eux les grandes lignes d'un programme de préparation militaire et navale et en s'efforçant de sauvegarder l'honneur des États-Unis et ce qui lui paraissait constituer leurs droits de neutres vis-à-vis des belligérants. Son administration a coïncidé avec un enrichissement jusque-là sans exemple du peuple américain. Cette prospérité exceptionnelle a été le grand argument de ses partisans. Henry Ford, dans un discours récent disait : « Celui qui ne veut pas la paix et qui désire faire courir des risques à la prospérité des États-Unis devra voter contre Wilson ». Ses partisans lui ont maintenu le pays en dehors de la guerre européenne, mais aussi d'avoir évité la guerre avec le Mexique, guerre qui d'après eux n'aurait rapporté ni honneur ni avantage aux États-Unis et qui aurait profité seulement aux spéculateurs et aux agitateurs.

D'autre part, l'administration de Wilson a été marquée par le vote d'une quantité considérable de lois sociales et humanitaires qui ont assuré de nombreux suffrages. Les partisans de Wilson comptaient sur ces lois sociales pour lui rallier un grand nombre de « progressistes ».

Wilson, fils d'un pasteur, naquit à Staunton (Virginie) en 1856. En 1912, il fut choisi comme président par la Convention Démocratique des États-Unis le 5 novembre par 435 voix contre 88 à Roosevelt et 8 à Taft.

Wilson a travaillé surtout pendant son administration, à assurer aux États-Unis, avec la paix, la prospérité matérielle tout en traçant pour eux les grandes lignes d'un programme de préparation militaire et navale et en s'efforçant de sauvegarder l'honneur des États-Unis et ce qui lui paraissait constituer leurs droits de neutres vis-à-vis des belligérants. Son administration a coïncidé avec un enrichissement jusque-là sans exemple du peuple américain. Cette prospérité exceptionnelle a été le grand argument de ses partisans. Henry Ford, dans un discours récent disait : « Celui qui ne veut pas la paix et qui désire faire courir des risques à la prospérité des États-Unis devra voter contre Wilson ». Ses partisans lui ont maintenu le pays en dehors de la guerre européenne, mais aussi d'avoir évité la guerre avec le Mexique, guerre qui d'après eux n'aurait rapporté ni honneur ni avantage aux États-Unis et qui aurait profité seulement aux spéculateurs et aux agitateurs.

D'autre part, l'administration de Wilson a été marquée par le vote d'une quantité considérable de lois sociales et humanitaires qui ont assuré de nombreux suffrages. Les partisans de Wilson comptaient sur ces lois sociales pour lui rallier un grand nombre de « progressistes ».

Wilson, fils d'un pasteur, naquit à Staunton (Virginie) en 1856. En 1912, il fut choisi comme président par la Convention Démocratique des États-Unis le 5 novembre par 435 voix contre 88 à Roosevelt et 8 à Taft.

Wilson a travaillé surtout pendant son administration, à assurer aux États-Unis, avec la paix, la prospérité matérielle tout en traçant pour eux les grandes lignes d'un programme de préparation militaire et navale et en s'efforçant de sauvegarder l'honneur des États-Unis et ce qui lui paraissait constituer leurs droits de neutres vis-à-vis des belligérants. Son administration a coïncidé avec un enrichissement jusque-là sans exemple du peuple américain. Cette prospérité exceptionnelle a été le grand argument de ses partisans. Henry Ford, dans un discours récent disait : « Celui qui ne veut pas la paix et qui désire faire courir des risques à la prospérité des États-Unis devra voter contre Wilson ». Ses partisans lui ont maintenu le pays en dehors de la guerre européenne, mais aussi d'avoir évité la guerre avec le Mexique, guerre qui d'après eux n'aurait rapporté ni honneur ni avantage aux États-Unis et qui aurait profité seulement aux spéculateurs et aux agitateurs.

D'autre part, l'administration de Wilson a été marquée par le vote d'une quantité considérable de lois sociales et humanitaires qui ont assuré de nombreux suffrages. Les partisans de Wilson comptaient sur ces lois sociales pour lui rallier un grand nombre de « progressistes ».

monte, un dramaturge abordé de front tous les problèmes sentimentaux et moraux que la guerre a posés. Pour la première fois, au théâtre, quelqu'un vient assurer que les mères, les sœurs, les amantes ne sont pas toutes des femmes spatiales et qu'à côté de l'héroïsme, la douleur a sa plus large place.

Couragement, Henry Bataille envisage la réalité sans fard, sans artifices. Il oppose au mysticisme d'une vierge guerrière dont l'heure belliqueuse fait des prosélytes et partant, des victimes, la souffrance, la douleur, le désespoir, des vérités. Aux chants héroïques de l'Amazonie, se haudent les sanglots de la foule déchirée, de la société niant le devoir, parce qu'elle souffre dans tous ses instincts, dans tout son amour de la jeunesse et de la famille.

Dès le premier acte, le conflit est posé, nettement, irrémédiablement. A La Flèche, M. et Mme Bellanger ont recueilli Ginette Dardel que l'invasion allemande a chassée de sa ville. Elle a souffert, la petite réfugiée. Elle a vu les siens mourir sous les coups de la soldatesque ennemie, elle a vu ses biens anéantis. Mais elle n'est pas vaincue, elle se bat, elle se bat contre les larmes. Dès sa venue à La Flèche, elle a travaillé à panser les plaies des batailles. Dans l'hôpital où elle s'est engagée, elle enflamme les volontés épuisées, remonte les courages chancelants, elle exalte les âmes. Son rôle pour l'effroyable mêlée fait que, pour elle, plus rien ne compte que la jeunesse qui s'est levée pour sauver la Patrie. Les autres, les malingres, les vieillards, tous ceux retenus loin de la ligne de feu ne comptent point. L'idéal, son idéal réside en la guerre et en ceux qui y participent d'instinct.

Son enthousiasme, son exaltation, se force juvénile ont convaincu son cousin Pierre Bellanger. Il s'est engagé, gagné par la folie belliqueuse de la jeune fille.

Elle l'Amazonie, symbole véritable de la Patrie exigeant, dans un corps dans la famille l'expansion de Mme Bellanger, la crainte de sa fille, la peur constamment suspendue au-dessus de leur tête, de leur cœur, de la mort possible de l'époux, du père, rien n'ébranle Ginette Dardel, l'idéal, chez elle, vainc tous les instincts d'amour.

Un second acte, Mme Bellanger est sans nouvelles de son Pierre. Depuis un mois, aucune lettre ne lui est parvenue. Le doute, le doute angoissant et affreux, dans lequel pourtant on s'endort pour ne point connaître la réalité plus affreuse, plane sur la maison.

Le soldat, au front, devient pour celle qui a laissé, une intermédiaire, ni tout à fait mort, ni tout à fait vivant. Le doute, alors devient un réconfort ; il donne l'énergie de l'espoir.

Mais la vérité implacable se montre. Un envoyé de la Croix-Rouge internationale, messager de mort, apporte la douleur dans la possible maison.

C'est le déchirement, l'abaissement, les larmes vraies de puerilité, l'émoussement de la veuve. C'est le sursaut de l'instinct individuel, c'est la révolte du petit bonheur bâti peu à peu de toutes pièces, contre ces grandes idées qui sont claires, qui transportent les âmes et qui tuent les hommes.

Dans le portefeuille du mort, qu'elle emporte, Mme Bellanger découvre que c'est sa cousine, Ginette Dardel, la réfugiée qu'elle a recueillie, qui a poussé son mari à aller battre. C'est elle, qui, par ses emprunts idéalistes l'a envoyé à la mitraille.

Assassin ! Assassin ! lui jette-t-elle, tu m'as volé mon époux et maintenant tu me voles mes larmes.

Et elle chasse l'intruse, elle la repousse comme l'Esprit du Mal, elle chasse de son home la force invincible qui détruit les foyers.

Deux ans sont passés, la guerre est terminée depuis six mois. Ginette Dardel s'est consacrée à des œuvres de bienfaisance. Peu à peu, elle oublie l'horreur ancienne. Elle échafaude un rêve d'avenir. Elle tient le bonheur, en la personne d'un sous-préfet, avec qui elle se mariera, quand Mme Bellanger paraîtra inexorable sous les voiles de deuil. Elle ne veut pas la veuve que la coupable se décharge de son fardeau. Elle doit encourir sa part de responsabilité. A ceux qui ont prêché l'échec de porter la croix du souvenir. A celles qui ont maugré le geste, celles qui ont exalté l'âme du soldat, à celles qui ont adoré la guerre, de revoir les longs voiles sombres :

— Des veuves ! Partout des veuves ! Toujours des veuves ! Et Ginette Dardel, la vierge guerrière, que sa religion de hérosisme abandonnait un instant sous l'effroi de la douleur corporelle du bonheur, s'en va, dans la Vie, avec le culte du souvenir de ceux qui sont morts pour l'idéal qu'elle prêcha.

Tout le conflit qu'expose Henri Bataille, est bien celui des deux forces infinies : la mort... l'amour.

Pourtant, il ne fut pas compris hier soir, lorsque, présentant des blessés, des rescapés de la tragédie, de ces hommes qui furent un jour des héros, mais qui ne sont plus, lorsque la paix règne, que des pékins, des pedouilles, comme il fut dit à l'un d'eux, lorsqu'une femme du peuple vint crier sa haine pour les infirmières qui, inconsciemment, sans, certes, le vouloir, modifiaient l'amour de son homme, en aristocratisant ce sentiment dans son cœur, lorsqu'elle vint dire que la place de la femme est au côté de son homme, quand il souffre, de vagues murmures s'élevèrent dans la salle.

Laissons crier ceux qui ferment les yeux pour ne point voir l'horreur, ceux qui se bouchent les oreilles pour ne point entendre les plaintes, ceux qui se grisent de phrases claironnantes dont le son bryant couvre la voix des sanglots, le souffre, de vagues murmures s'élevèrent dans la salle.

Je n'ai pu donner qu'une idée très imparfaite de l'Amazonie. Mais j'ai voulu, tout au moins, saher ici l'apparition qui m'est chère d'une œuvre puissamment humaine, douloureusement vraie, indubitablement émue, qui aura, dans les âmes sensibles un long et mélancolique prolongement.

Marcel SERRANO.

Le BONNET ROUGE parle net, souvent avec hardiesse, parfois crûment, mais ne bluffe jamais.

IL FAUT ÉCONOMISER... Les Théâtres fermeront UN JOUR PAR SEMAINE

Continuant sa série de réformes économiques, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, avait décidé d'ordonner par décret la fermeture de deux fois par semaine des théâtres et établissements de spectacles.

Cette mesure venant avec la taxation des notes de restaurant supérieures à cinq francs, montre bien l'attention du ministre de faire supporter à toute la population et non seulement à une corporation le paiement de l'impôt à la défense nationale.

M. Malvy, avant de prendre cette décision, a tenu à s'informer si malgré ce décret, les intérêts des directeurs de théâtres ne seraient point trop gravement atteints.

A cet effet, il réunit, avant-hier, les directeurs des associations théâtrales, et leur fit part de son projet de demander aux salles de spectacles de fermer deux soirs par semaine.

Après délibérations, M. Malvy, reconnaissant que cette fermeture bi-hebdomadaire serait cause d'un grand préjudice dans le monde théâtral, décida, d'accord avec les présidents des trois associations, de ne donner aux théâtres qu'un seul jour de fermeture par semaine.

Ce matin, les directeurs de théâtres, de concerts, de music-halls et de cinéma, réunis dans la salle Edouard-VII, étudièrent les effets de la proposition ministérielle.

Après avoir décidé que les théâtres fermentaient le vendredi, les concerts et music-halls le mercredi, les cinémas le mardi, l'assemblée résolut de laisser la faculté de décision au ministre. Et, ce n'est que sur la question de fermeture, sans autres détails, que par acclamation, l'assemblée se soumit à l'invitation du ministre.

Aujourd'hui, avant une heure, — comme M. Malvy l'a demandé — le président de l'association portera la résolution au ministre, lui laissant le soin de décider avec les associations des directeurs de théâtres, de concerts et de cinémas, le jour que leurs adhérents préfèrent accorder pour la fermeture.

Dans les théâtres subventionnés La tenue de ville obligatoire

Le sous-secrétaire d'Etat des Beaux-Arts, d'accord avec les directeurs des quatre théâtres subventionnés, vient de décider que le public ne serait admis dans ces théâtres, en quelques représentations que ce soit et jusqu'à la fin de la guerre, qu'en tenue de ville.

Les personnes qui se présenteraient au contrôle avec une autre tenue, se verraient rigoureusement refusées l'entrée.

Faits divers

Ce matin, vers 6 heures, un commencement d'incendie assez sérieux, s'est déclaré dans l'arrière-boutique de M. Filoux, épicer, et s'est éteint à son logement, sans au premier étage.

Mme Filoux s'est fait des brûlures légères. Ses deux enfants ont été également brûlés légèrement sur diverses parties du corps, et se sont fait d'assez graves contusions aux jambes en se jetant par la fenêtre du logement.

Mme Filoux et ses enfants ont reçu des soins à l'Hôtel-Dieu. Les dégâts causés par le feu sont assez importants.

La Norvège et l'Allemagne

Londres, 10 novembre. — On mande de Copenhague qu'on ne connaît pas encore la teneur de la note norvégienne à l'Allemagne.

Le Verdens Gang dit qu'un point de grande importance est que les gouvernements suédois et danois ont informé l'Allemagne que l'accord est complet entre eux et la Norvège sur la question des sous-marins.

Le même journal espère que la note fournira la base d'une entente capable d'éviter un conflit sérieux. — (Information.)

Bourse de Paris

DU VENDREDI 10 NOVEMBRE 1916

La tendance du marché demeure faible, le groupe des Industriels russes et les valeurs cuprifères sont plutôt offertes. Le De Beers poursuit son mouvement de hausse. Fonds d'Etat : Français 3 00, 61.10 ; 5 00, 87.65 ; 5 00, non lib., 88.75.

Actions diverses : Banque de Paris, 1.070. — Banque russo-asiatique, 535. — Nord, 1.382. — Nord de l'Espagne, 422. — Métro, 463. — Thomson, 715. — Wagons-Lits, ord., 230. — Dynamite, 840. — Voitures, 240.

LES Chemins de fer Français ET LA GUERRE

Notre confrère Le Rappel a publié, hier, une très intéressante étude sur la situation financière de nos grandes compagnies de chemins de fer.

Si les chiffres donnés par notre confrère sont exacts — et rien ne nous permet d'en douter — la situation financière de nos grands réseaux serait loin d'être florissante.

Le bruit court, d'ailleurs, que le gouvernement serait saisi de la question et que le Parlement serait appelé à se prononcer sur les moyens proposés à remédier à cette situation.

Nous ne donnons, en tout cas, l'article de notre confrère qu'à titre documentaire et parce qu'il touche à un des grands problèmes du moment.

Il a été publié, dans ces derniers temps, sur le trafic et les recettes de nos grandes compagnies de chemins de fer, des renseignements qui, considérés superficiellement, donneraient une idée très fautive de la situation exacte de nos grands réseaux.

Certes, après la dépression profonde des premiers mois de la guerre, le trafic des chemins de fer a commencé à se relever dans le courant de l'année dernière, d'abord et principalement sur les réseaux dits de l'intérieur — Paris-Lyon-Méditerranée, Lyon,

Le Travail Parlementaire

A la Commission du Budget

La commission du budget, réunie sous la présidence de M. Klotz, a commencé aujourd'hui l'examen du projet portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de 1917, dont le ministre des finances a déposé hier le projet.

Elle a statué sur les budgets de la Légion d'honneur, des monnaies et médailles, de l'imprimerie nationale, du service pénitentiaire, du travail et des affaires étrangères. Elle tiendra séance tous les jours de la semaine prochaine pour poursuivre le vote des crédits et des articles de la loi de finances.

La Victoire DE L'ENTENTE

Il nous a fallu souvent insister pour montrer que ceux qui, peut-être pour susciter plus de colère, plus de haine, et plus d'énergie, rendent à la France et à ses alliés le mauvais service de la prétendre vaincue, commettent la plus grave et la plus dangereuse erreur.

Déjà, par des chiffres, nous avons démontré comment l'Entente occupe trois millions de mètres carrés de territoire ennemi, avec trois mille cinq cents kilomètres de chemins de fer, et vingt-sept millions d'habitants, ce qui constitue tout de même des gages sérieux.

A l'occasion du second anniversaire de la guerre, les journaux anglais se sont plu à publier la carte comparative des territoires occupés par les deux partis en présence.

Les chiffres qu'ils donnent sont particulièrement édifiants. Du côté de l'ennemi on compte :

En Belgique.....	Milles carrés 11.100
En France.....	8.300
En Russie.....	106.200
En Serbie.....	33.900
Au Monténégro.....	5.600
Total.....	165.100

En parallèle, on peut mettre l'étendue des territoires occupés par les différentes puissances de l'Entente, tant en Europe qu'aux colonies :

En Alsace.....	Milles carrés 300
En Galicie.....	5.800
En Bukovine.....	3.800
En Autriche.....	500
En Turquie.....	48.800
Au Sud-Ouest africain.....	322.450
A l'Est africain.....	211.500
Au Cameroun.....	191.000
Au Togo.....	33.700
Au Pacifique.....	96.160
A Kiao-Chau.....	200
Total.....	914.210

Et les Alliés tiennent les mers, car on ne peut pas dire que la campagne sous-marine de l'Allemagne soit sérieusement comminée.

Nous répétons inlassablement cet exposé, parce qu'il est la preuve du néant de certaines formules — mes lecteurs comprendront — sur lesquelles, on devine pourquoi, je ne m'étends pas davantage.

Ce n'est pas avec une âme de vaincu qu'il convient d'aborder, un jour, les négociations de paix. Il faut avoir conscience de sa force et de sa victoire réelle.

Aux Écoutes

Au fond des bureaux

La Gildie des Forgerons vient d'éditer en plaquette une série de brochures (1) de notre collaborateur, le Victor Bonnans.

Le dessinateur Maurice Robin a illustré ce recueil d'où nous détachons les quelques vers que voici :

A Léon Sabatier.

Au fond des lugubres bureaux
Nous sommes de tristes Pierrots.
Car nous avons pour souquenille
Notre idéal criblé de trous.
Notre idéal, pauvre gaulelle !

Au fond des lugubres bureaux
Sauveur notre rêve seature
Par devant la danse macabre
Des chiffres noirs et les zéros
Symbolisant notre existence...

« Hô ! la déchéance la gaulelle,
Idéal, horrible chiffon !
Ce soir, nous ferons la mardie
Au bar, dans la salle du fond »

Victor BONNANS.

(1) Librairie de la Gildie des Forgerons, 17, rue Edouard-Manet, Paris, 13^e, 0 fr. 60.

Lorsque la première brigade russe arriva sur le front français, notre infanterie distribuait aussitôt notre casque bourguignotte à chacun de nos braves alliés.

« Le soldat russe, le général, avient l'entendant du camp, lui dit :
— Très bien, vos casques, et je vous en remercie, mais il y a un petit détail qui m'a embarrassé. Réglez-vous que certains de nos hommes sont venus me demander que signifiaient les lettres R. E. qui se trouvent sur leur bourguignotte. Or, le bar me les a confiés pour qu'ils se battent pour la France, mais il m'a pas chargé de leur enseigner ce que c'est que la République. Alors, je leur ai raconté que ces deux lettres voulaient dire : Russie-France. Et ils ont ri beaucoup. »

« Le jeune général, s'il faut en croire le Cri de Paris, paraissait très satisfait de son ingénieuse explication. »

Dans le Bulletin Syndical des Instituteurs, M. Chassanin expose les regrets qu'il a éprouvés en apprenant que l'entrée du Musée Rodin (qui l'on aura, dit-il, envers et contre tout — et que l'on a maintenant) est gratuite les jours de semaine, et gratuite également le dimanche.

« Le jour d'entrée gratuite, dit-il justement, ne saurait convenir aux amateurs de la Beauté : la foule bouscule, elle incommodé par ses propres divers. »

« Et M. Chassanin conclut : « An nom de l'ART, ouvrez toutes grandes les portes du Musée Rodin. »

Le Sénat en a décidé, nous aurons le Musée National Rodin.

« Au début de la séance, M. de Lamarzelle, objet de M. Dominique Delahaye — l'un des principaux adversaires du musée — est absent, demande l'ajournement de la discussion. »

Mais M. Estlinbe et M. Delimier, sous-secrétaires des Beaux-Arts, existent pour la discussion imminente... et le Sénat se range à ce désir.

Après de longs débats, le Sénat adopte l'article unique du projet par 200 voix contre 26.

« Mais... il n'en est pas dit fin au Musée Rodin : de nouvelles délibérations auront encore lieu à la Chambre pour deux autres décrets qui feront l'objet d'un texte spécial. »

Quoi qu'il en soit, la victoire est acquise. La victoire de l'art sur les pompiers.

« Du beau, du pur sur « l'Officiel ». »

Pointe restante
« Le Comité National d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre, organise pour dimanche 13 novembre, à 2 heures, 15, rue Blanche (Hôtel de la Société des Ingénieurs civils de France), une con-

férence par Mlle Louise Zeys, secrétaire de l'Institut, chargée de mission par M. le ministre de l'Agriculture, sur la Participation de la femme à la vie rurale pendant et après la guerre.

« Les Feuilles de Dépêches et d'Informations de l'Agence Economique et Financière ont repris, à compter de ce matin, après une suspension de trois jours, pour publication, une information non vue par la Censure. »

« Notre confrère La France, qui avait été suspendu pour quatre jours, reparaitra demain, à 3 heures. »

« Les Humbles, revue littéraire, publiée, cette semaine, avec une lettre aux Humbles, du regretté Maurice Dallery, d'excellents poèmes de A. Maugeat, André Véra, A. Brun, Maurice Hymne, Marie Ede Bussat et de notre collaborateur Victor Bonnans, ainsi que différentes pages de MM. Maurice Williams, Valéry, Pérez, Lebarber et une bibliographie de M. W. »

« Nous avons omis d'annoncer, hier, que la brochure de M. André Varvoort, Les Juifs et la Guerre, est en vente chez tous les libraires, et en particulier à la Boutique Populaire, 8, boulevard des Italiens. L'exemplaire : un franc. »

Communiqués

Voici les heures des principaux cours gratuits de la Solidarité Franco-Belge du 9, Cité Chaptal, pour dames et jeunes filles belges. Sténographie, lundi et jeudi à 10 heures. Angles, mardi à 9 h 30. Dessin, mardi à 10 h 30. Complément de dimanche à 10 h. Séances de culture avec nos machines à coudre, de 2 à 4 heures tous les jours. Piano, de 9 heures à midi, mercredi, vendredi et samedi.

Malgré les augmentations successives des prix du charbon et de tous les produits nécessaires au blanchissage du linge, les blanchisseries de la banlieue parisienne ont maintenu jusqu'à ce jour leurs prix courants.

Mais, en raison des hausses sans cesse croissantes qu'ils subissent, surtout en ce qui concerne les produits de culture avec nos machines à coudre, de 2 à 4 heures tous les jours. Piano, de 9 heures à midi, mercredi, vendredi et samedi.

Salamandres On désire acheter plusieurs salamandres d'occasion en bon état. Faire offre par écrit en indiquant le modèle et le prix à M. LEBRUN, au "BONNET ROUGE", 14, rue Drouot, ou se présenter à cette adresse, de 9 h. à 1 heure et de 3 h. 1/2 à 7 h. 1/2. Dimanches et fêtes exceptés.

Le Carnet de Scolarité

Nous avons demandé dernièrement à l'occasion de la réforme du certificat d'études primaires, si le besoin se faisait sentir de plus en plus, et qui est à l'heure actuelle la préoccupation constante de tous les pédagogues, instituteurs, directeurs d'écoles, inspecteurs divers, directeurs d'écoles, de créer un carnet de scolarité.

« Le carnet de scolarité, comme on le voit est indispensable à tous les points de vue. Ce serait le livre qui raconterait l'histoire véritable de l'élève. »

Fernand MORELLE.

Vint de parître :
UNE POLEMIQUE REPUBLICAINE
AU DESSUS OU AU COEUR DE LA MELÉE ?

PAR J.M. RENAIROT & Stéphane SERVANT
Paris-Hyacinthe LOYSON

AVEC UNE LETTRE DE Romain ROLLAND
EDITION DE L'ESSOR
Une forte brochure de 95 pages : 50 centimes

EN VENTE
aux Bureaux du "Bonnet Rouge"
142, Rue Monmartre, Paris

Au Congrès ouvrier de Vienne

Zurich, 9 novembre. — Selon la Gazette des Ouvriers, de Vienne, dans un congrès d'ouvriers qui eut lieu dimanche à Vienne, auquel le gouvernement avait envoyé des délégués, un membre du département pour les vivres, M. Mathias Ederer, a déclaré notamment :

« Par suite de la longue durée de la guerre, la nourriture de la population ouvrière est devenue insuffisante ; les agriculteurs et les commerçants qui ont toujours été favorisés par le gou-

vernement aux dépens de la population ouvrière, en sont tout simplement la cause. Cette pensée est encore malicieuse par le désordre qui règne dans l'administration gouvernementale. »

« Le gouvernement s'est montré trop optimiste et il se désolait que cet état de choses avait un marché pendant 27 mois il pouvait aller pendant longtemps encore. Une telle croyance est fautive, la plus grande économie sur les vivres doit être observée et on n'empêche pas de suite des mesures énergiques, nous déclinerons toutes responsabilités sur les conséquences qui peuvent découler de pareille imprévoyance. »

« Il existe dans les collèges, dans les lycées, mais encore de façon incomplète, puisqu'il ne permet de suivre que la marche progressive ou descendante du travail de chaque enfant. »

« Ce qu'il faut, c'est pouvoir suivre l'élève à tous les points de vue, travail, conduite, santé, tant il est vrai que les trois sont liées, physique, morale, intellectuelle sont solidaires, et que l'une n'a vraiment de chance de se soutenir que si les deux autres sont bonnes, et régulières. »

« La durée de la scolarité est de 7 ans, il y aura donc sept pages différentes, partant de quatre colonnes, représentant les trois trimestres de travail et la colonne de moyenne. Sur chaque page figureront tous les matières, et la note obtenue pour chaque matière au cours des différents trimestres de l'année, ainsi que la note moyenne. »

« A la fin de la scolarité, la moyenne générale sera obtenue en divisant par sept le total des sept moyennes, et tous les élèves qui auront obtenu au moins 10 (la notation sera faite de 0 à 20) auront droit au certificat d'études primaires. Je sais que cette méthode a ses inconvénients. Quelle méthode n'en a pas ? On pourrait y arriver en donnant par exemple un coefficient double aux deux dernières années, ce qui donnerait généralement les plus consciencieux, car un enfant peut parfois mal débiter et se rattraper par la suite. Voilà pour le travail. Il serait facile, par une simple consultation du livret, de se rendre compte des progrès réalisés par l'enfant depuis son entrée à l'école jusqu'à sa sortie. C'est un véritable idéal qui a présidé à l'institution du carnet de scolarité. »

« Pour la conduite, ce que nous appelons la santé morale de l'enfant, un simple regard sur la colonne ad hoc nous renseignerait. Il va de soi que la conduite ne serait pas dans l'établissement de la moyenne générale donnant droit au diplôme, qui comme nous l'avons indiqué, remplacerait le certificat d'études primaires. La conduite peut être récompensée ou punie, mais elle ne doit pas faire baisser la note méritée par le travail. »

« Pour la santé, sur une page spécialement réservée, seraient indiqués tous les renseignements utiles. »

« Les poids, la taille, le thorax de l'enfant à l'entrée de l'école, ses fluctuations diverses au cours de la scolarité, qui permettraient par simple comparaison, de constater l'influence de la santé sur le travail. Les vaccinations, les maladies, les convalescences. En un mot, il conviendrait de trouver dans ce carnet de scolarité, tous les renseignements portés sur la fiche médicale, inscrites dans les écoles il y a quelques années. »

« Le carnet de scolarité, comme on le voit est indispensable à tous les points de vue. Ce serait le livre qui raconterait l'histoire véritable de l'élève. »

Fernand MORELLE.

Vint de parître :
UNE POLEMIQUE REPUBLICAINE
AU DESSUS OU AU COEUR DE LA MELÉE ?

PAR J.M. RENAIROT & Stéphane SERVANT
Paris-Hyacinthe LOYSON

AVEC UNE LETTRE DE Romain ROLLAND
EDITION DE L'ESSOR
Une forte brochure de 95 pages : 50 centimes

EN VENTE
aux Bureaux du "Bonnet Rouge"
142, Rue Monmartre, Paris

AUX HALLES

Il est arrivé, ce matin, aux Halles, 57.000 kilos de volaille et 27.000 kilos de marée.

114 ventes au détail ont été effectuées. La ressource comporte 1.100 kilos de volaille et 600 kilos de poisson.

Grand Concours des Lois Sociales

Le dépouillement du Grand Concours des Lois Sociales est terminé. Il ne nous reste plus qu'à procéder à un dernier travail de classement.

Aussi, nous pouvons d'ores et déjà annoncer à nos lecteurs que nous publierons les résultats définitifs dans le numéro du « Bonnet Rouge » de jeudi prochain.

Nous recommandons à nos correspondants d'écrire toujours
CLAIREMENT ET BRIEVEMENT
Plus les lettres sont brèves, plus les réponses sont rapides.

Bulletin du Travail

Une grève chez les limonadiers
Les garçons du Grand Café, boulevard des Capucines, ont, ce matin, au nombre de six, quitté le travail.

L'usage était, jusqu'à hier, de mettre en trois les pourboires recueillis par tous les garçons. Le total de la somme ainsi amassée était par la suite divisé en six parts, dont une était remise à chacun des six garçons.

Hier, le maître d'hôtel, nous expliquerait les raisons, demanda sa part et ne put en avoir que la moitié. La moitié restante fut dévolue à la « boîte » serait partagée en sept et non en six.

Refusé de se ranger à cette volonté, les garçons, d'un commun accord, décidèrent, ce matin, de ne pas prendre leur travail.

Une délégation ira, cet après-midi, chez le patron de l'établissement qui sans doute conciliera les deux partis antagonistes.

Martini

LE MEILLEUR VERMOUTH DE TURIN

Les Réunions

Parti Socialiste
7^e section. — A 21 heures, 17, rue de la Comb. Conférence par M. Michel.
12^e section. — A 20 heures, chez M. Naveau, 12, rue de la Boute-au-Cailles : Pensions et retraites militaires, par M. Naveau, député.

11^e section. — A 20 h. 30, Maison Commune, 11, rue de Châteauneuf, conférence par M. Tibo Bréhan, député, sur : La reorganisation économique.
12^e section. — A 20 h. 30, 4 bis, rue Pleyel : l'Action économique du Parti, par M. Gaston Lévêque.

20^e section. — A 20 h. 30, 30, siège. Comité d'entente des Jeunes. A 20 h. 30, 40, rue de Bretagne, réunion plénière. Propositions des 15^e et 17^e Jeunes ; reorganisation de groupes.

NOUVEAUTES AUBERT-PALACE. — Le Flamand, de H. Kistemeckers ; Le Cercle Rouge, de Maurice Lohacin.

S'abonner au BONNET ROUGE, c'est s'assurer contre la réaction.

Orléans, Midi — et ce mouvement s'est accentué progressivement. Il faut se rendre compte de cette constatation qui témoigne de la reprise si désirable des affaires, mais ne pas en conclure, comme certains esprits tendancieux l'ont fait, que nos grands réseaux traversent une phase de grande prospérité et que jamais leur situation financière n'a été plus satisfaisante.

RAPPROCHEMENTS INTERESSANTS

Pour s'en rendre compte, rapprochons les résultats financiers de l'exercice qui a précédé la guerre (1913) de celui pendant lequel la guerre a éclaté (1914) et enfin du dernier exercice (1915). Ces résultats, qui s'entendent par le solde résultant du rapprochement des produits de l'exploitation d'une part, ont été les suivants, en chiffres ronds :

Exercice 1913 : Excédents : Est, 7.900.000 francs ; Nord (lignes françaises), 28.000.000 francs ; Paris-Lyon-Méditerranée, 8.500.000 francs.

Insuffisance : Etat (ancien réseau et réseau racheté), 67.800.000 francs ; Midi, 900.000 francs ; Paris-Orléans, 17.400.000 francs.

La guerre éclatée, et l'exercice 1914 se clôture, pour toutes les compagnies, par les insuffisances suivantes :

Etat : 80 millions de francs ; Est, 62.000.000 francs ; Midi, 19.700.000 francs ; Nord, 69 millions de francs ; Paris-Lyon-Méditerranée, 61 millions de francs ; Paris-Orléans, 51 millions de francs ; Paris-Lyon-Méditerranée, 51 millions de francs. Au total, en chiffres ronds : 343.500.000 francs.

Pour 1915, les résultats ont encore été plus défavorables, les insuffisances ayant été les suivantes :

Etat, 126.300.000 francs ; Est, 87.700.000 francs ; Midi, 17.400.000 francs ; Nord, 108 millions de francs ; Paris-Lyon-Méditerranée, 14.400.000 francs ; Paris-Orléans, 20 millions de francs. Au total, 378.800.000 francs, en chiffres ronds.

Soit pour les deux exercices de guerre une insuffisance totale de 715 millions de francs, en chiffres ronds.

QUE SERA L'EXERCICE 1916 ?

L'exercice 1916 sera-t-il plus favorable ? A n'envisager que les chiffres des six premiers mois de l'année, les recettes s'emparent en moyenne de 17 1/2 sur celles des mois correspondants de l'année dernière et le trafic d'août au 30/0 sur celui de l'année 1915. Il semblerait que l'on ait pu répondre à la question par l'affirmative. Mais pour dégager la situation financière d'une entreprise, il faut rapprocher ses recettes de ses dépenses d'exploitation et de ses charges de capital (intérêts et amortissements). C'est ce point de vue que nous allons examiner en nous référant à l'exercice 1915, situation qui ne se représentera plus à l'avenir, — soit plus considérable pendant les derniers mois de l'année.

Pendant l'exercice 1915, les recettes des grands réseaux avaient atteint 1 milliard 700 millions de francs, et d'après les chiffres connus, la progression des recettes des deux premiers mois de l'exercice 1916, serait d'environ 17 % par rapport à 1915. Il est peu probable que cette progression, — qui comprend d'importants arriérés sur les recettes militaires de 1914 et 1915, situation qui ne se représentera plus à l'avenir, — soit plus considérable pendant les derniers mois de l'année.

Il y a donc lieu de penser que les recettes de 1916 seront, en chiffres ronds, d'environ 2 milliards de francs, soit d'environ 202 millions de francs, ou 17 0/0 environ, plus élevées qu'en 1915. Ces chiffres, d'ailleurs, correspondent à ceux de 1915, savoir, aux charges de capital, d'environ 2 milliards de francs, ou 17 0/0 environ, plus élevées qu'en 1915. Ces chiffres, d'ailleurs, correspondent à ceux de 1915, savoir, aux charges de capital, d'environ 2 milliards de francs, ou 17 0/0 environ, plus élevées qu'en 1915.

Pour les dépenses, nous n'avons pas la possibilité de les déterminer, même approximativement ; néanmoins la fin de l'année est assez proche pour que les services complémentaires des compagnies soient à peu près fixés sur les résultats approximatifs de l'exercice en cours et qu'il soit possible de nous en faire une idée plus précise.

Pour 1915, les dépenses totales avaient été, pour l'ensemble des réseaux, d'un peu près de 2 milliards de francs. Pour 1916, on prévoit un chiffre plus élevé, qui ne sera pas très éloigné de 2 milliards de francs. Il s'ensuit que le montant de l'insuffisance atteindra environ 455 millions de francs, en augmentation de plus de 80 millions de francs de l'exercice 1915.

Ces chiffres mettent en lumière la situation de nos réseaux et permettent de dégager les causes de la crise qu'ils traversent.

LES CAUSES DE LA CRISE

En ce qui regarde les recettes, celles de 1916 comprendront environ 525 millions de francs de recettes militaires qui, non seulement ne laissent aucun bénéfice aux exploitants, mais les mettent même en perte. De ce côté, la situation est donc loin d'être redevenue normale. Quant aux charges, elles dépasseront en 1916, de 18 0/0 celles de

1913, et cet état de choses va s'aggraver chaque année.

Pendant les exercices qui ont précédé la guerre, le phénomène de l'augmentation des prix des matières et des matériaux nécessaires aux chemins de fer s'était manifesté dans tous les pays. Mais, depuis la guerre, la hausse, — en particulier celle du charbon — a pris des proportions fantastiques. D'ailleurs toutes les prévisions, il en est de même des rails qui coûtent 180 fr. la tonne avant les hostilités, et qui ont dépassé maintenant le prix de 550 francs. Même observation à propos des matériaux nécessaires à la traction des trains ou à l'entretien de la voie et des sous-stations. Et malheureusement cette hausse est loin d'être atteinte son apogée : tous les prix deviendront orientés vers la hausse, et le mouvement de celui-ci est de plus en plus rapide.

Et tout cela sans tenir compte des travaux d'entretien et de réparation qui ont été différés, mais qui grèveront les exercices futurs, des charges provenant de l'amélioration nécessaire des traitements du petit personnel.

SITUATION PEU FAVORABLE

En somme, la situation financière de nos grands réseaux est loin d'être favorable, et celui de l'Etat marche en tête, puisque pour les trois années 1914, 1915 et 1916, son insuffisance atteindra le chiffre considérable de 372 millions.

Quant aux autres réseaux, l'Etat a s'en préoccuper également. Leur bonne situation infléchie tous les porteurs d'actions et d'obligations, qui sont légitimes, les valeurs de chemins de fer étant, avec raison, l'un des placements favoris de la petite épargne. De plus, l'Etat supporte directement les conséquences des insuffisances des réseaux par le jeu de la garantie de l'intérêt.

Il convient donc de rechercher au plus tôt les moyens de consolider la situation financière des grands réseaux. Il y va de l'intérêt général.

Réponses au lecteur

P. J. — Ce juge de paix ignore la loi, il sera incompétent de lui rappeler. En droit, le mariage était valide.

Et nous, si nous votions ?

Une femme me demande si on osera, après la guerre et quand, chez d'autres peuples, elles viennent de la prouver, elles ont le droit de voter, refuser encore aux femmes françaises le droit de voter.

« Leur refusera-t-on encore ? C'est possible. Le bon sens n'habitera pas forcément chez nous, si tôt la dernière bataille terminée, ne l'espérons pas. Au moins, les femmes pourront-elles accabler les adversaires du vote féminin non plus avec des affirmations verbales, mais avec des faits. »

Capables d'accomplir la tâche de tous les métiers : c'est prouvé, désormais. Possédant des qualités dont la somme équivaut à celle des hommes, on ne peut plus nier. Apres, à voter par elles-mêmes, sans forcément recourir à l'aide du compagnon ; elles ont démontré que ce n'était pas une chimère irréalisable. Avec toutes ces bonnes raisons, elles ont beau jeu.

On peut ajouter aussi, que toutes celles qui remplissent après les devoirs, les devoirs à la tête de la famille, sont moralement déclarées majeures et par cela responsables. L'absurdité deviendrait donc plus énorme, au point de vue civil, de les déclarer toujours mineures et sans responsabilité.

Il y aura probablement quelques grandes questions qu'on accorde aux femmes dans le futur bulletin. Elles auront beau se trouver en majorité, la minorité résistera. Je ne crois guère aux éblouissements révélateurs, quant aux vérités, si éclatantes soient-elles. Les hommes ne seront point éclairés subitement de celle-ci : qui possède un droit, possède le droit correspondant.

Puis ensuite, quand les femmes voteront, tout ne sera pas dit. Un des grands arguments contre le vote féminin, c'est que la plupart d'entre nous iront chercher au confessionnal les noms à jeter dans l'urne. Cela nous le savons. Admettons même que le nombre des femmes réactionnaires, bigotes ignorantes, dépasse celui des hommes, ce qui serait à démontrer, eh ! bien, elles feront comme eux, elles batailleront pour les bonnes idées. Laissons de côté, s'il vous plaît, les plaisanteries rances sur les combats à coups d'épingle à chapeau ou de frisées arrachées. Contentons-nous de camarades, que ces batailles-là, pour le triomphe d'une humanité moins empêchée d'alloïsme, de religion, de haines, ce sont les combats qui honorent la vie. — FANNY CLAR.

LES OISEAUX DE PASSAGE

Les oiseaux de passage, les grues occasionnent sur les avantages que leur a amenés la guerre, les grues échouaient des projets pour demain, quand le croisement d'un corbeau se fait entendre. Le corbeau, ce corbeau, nous déceperait, telle la Bécasse, il embrasse déjà les jours prochains et jette l'anathème sur les couraurs, sur les profiteurs, sur les buveurs de sang des soldats qui s'entre-tuent.

Cela dépasse sans doute le ton ordinaire de la revue et fait planer sur les spectateurs pendant quelques minutes un sentiment de Sém. »

Pour effacer cette impression, les modes défilent. C'est alors une procession de jupes troussées, de corsages ébahés, de pyjamas étincelants, de manteaux rutilants, de chapeaux empanachés, de fourrures, de dentelles, de soie, de gorges, de mollets, de coiffures... de tout ce qui peut charmer l'œil et exalter le goût.

Il y a encore d'autres tableaux, — ils sont quatorze, — où paraissent et réapparaissent Signoret, magicien du maquillage ; Jane Marnac, les roucouillantes et froitrouillantes ; Niba Myrad, d'une fantaisie si renouvelée ; Guyon fils, un talent si sobre et si sûr, et tout un lot de jolis yeux, de jolis minois, de jolies jambes ; Georgette Léry, qui prend place de plus en plus parmi les comédiennes, Syta Fernys, Gaby Gladys, Carlyne, à l'allure amusante de gachroche parisien et une petite débutante, J. Arly, qui ouvre de grands yeux étonnés, quand on applaudit les petits couplets qu'elle chante encore timidement.

Marcel SERANO.

CE SOIR

Théâtres
OPERA — Balade
COMEDIE-FRANÇAISE — 8 h., Les Affaires sont les Affaires.
OPERA-COMIQUE — 8 h., Marie Tudor.
THEATRE-LYRIQUE — 8 h. 10, La Mascotte.
BOUFFES-PARISIENS — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE SAINT-MARTIN — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA VILLE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BOULLE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA GAZETTE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MONTAGNE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PLUME — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA SERRURE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA TOILE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BOULANGERIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BOUTIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA CUISINE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA LESSIVE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA CHAUFFURE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PLUMERIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BONNETERIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA CROCHET — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA TRICOT — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA TISSERIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA TAILLE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA COUTURE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BRODERIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MANIPULATION — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MANUTENTION — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA LOGISTIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA COMPTABILITE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA STATISTIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA JURISPRUDENCE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MEDICINE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PHARMACOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA TOXICOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BOTANIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA ZOOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA METEOROLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA CLIMATOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA GÉOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA GÉOGRAPHIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA HISTOIRE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA LITTÉRATURE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PHILOSOPHIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA SCIENCE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA RELIGION — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MORALE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA LOGIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MÉTHODE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PÉDAGOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PSYCHOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PNEUMATOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA COSMOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA ASTROLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA GÉOMÉTRIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MATHÉMATIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA PHYSIQUE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA CHIMIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA BIOLOGIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MÉDECINE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA VÉTÉRINAIRE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MÉTIÈRE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA FORME — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA MATIÈRE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA FORCE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE LA VIE — 8 h. 30, L'Amazone.
THEATRE DE